

Le Monde Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

2012 Comment sortir les jeunes de la précarité

- Les propositions des économistes et des « think tanks »
- Un salarié de moins de 30 ans sur quatre en CDD en 2009
- 873 000 contractuels dans la fonction publique



À surlendemain de l'ouverture des négociations entre partenaires sociaux sur l'insertion professionnelle des jeunes, le président Nicolas Sarkozy a annoncé, le 10 février sur TF1, 500 millions d'euros suppléments

Dossier

taires pour la politique de l'emploi en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée. Le nombre de contrats aidés, réduits par le projet de loi de finances 2011, sera revu à la hausse, et les entreprises de 250 salariés et plus seront inci-

tées à recourir à l'alternance par un système de bonus-malus.

Tandis que la priorité donnée à l'emploi des jeunes revient comme une antienne depuis les années 1980, le diagnostic établi le 10 février par le Conseil d'orientation pour l'emploi confirme que leur précarité ne cesse de croître et est devenue structurelle. La loi de modernisation du marché du travail de 2008 a eu beau réaffirmer le contrat à durée indéterminée (CDI) comme « la forme normale et générale de la relation de travail », c'est celui à durée déterminée (CDD) qui s'impose aux jeunes, quand ce ne sont pas les stages.

L'enquête « Insertion des jeunes », publiée en janvier par l'Association nationale des DRH, révèle que les stages sont plébiscités par les employeurs comme mode de recrutement des bac + 5. Avec la crise, le « bizutage social », selon le mot du secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, a aussi atteint les diplômés du supérieur.

Les instruments de lutte contre la précarité seraient-ils tous inefficaces ? Les économistes indépendants et autres think tanks de droite comme de gauche s'interrogent sur de nouvelles approches, de nouveaux instruments susceptibles d'être mis en œuvre d'ici à

2012 ou lors de la prochaine man- dature présidentielle.

Le fait que le capital humain soit une richesse qu'on ne peut plus considérer comme une variable d'ajustement du marché de l'emploi fait à peu près l'unanimité. La question est de savoir comment valoriser ce capital afin que l'embauche d'un jeune soit, enfin, perçue comme un investissement plutôt que comme un coût. Et comment sécuriser ce nouvel actif sur un marché du travail devenu instable ? Car la précarité n'est pas tant liée au statut d'emploi qu'à l'insécurité qui l'accompagne.

►►► Lire la suite page 4

Nicolas Baverez



Mondialisation et liberté



Selon l'écrivain français Georges Bernanos (1888-1948), « tous les vingt ans, les jeunes du monde posent aux vieillards une question à laquelle ils ne savent pas répondre ». En 1989, les jeunes d'Europe avaient fait tomber le mur de Berlin et les gérontes de l'empire soviétique. Vingt ans après, les jeunes arabes ont entrepris de s'émanciper des autocrates corrompus.

L'issue des révolutions tunisienne et égyptienne est inconnue. Elles ne rejoueront ni 1989, car l'espoir des nations européennes asservies par l'Union soviétique était tout entier tourné vers la démocratie occidentale, ni 1979, car le messianisme chiite propre à l'Iran suscite la crainte tant des sunnites que des classes moyennes du monde musulman. Pour autant, nul ne peut garantir que les forces modernistes pourront, comme en Turquie, jouer de la rivalité entre militaires et religieux pour faire avancer le développement et le pluralisme.

Il reste que, dix ans après les attentats du 11-Septembre – ils avaient « associé » islam, terrorisme et menace contre la démocratie –, un ébranlement majeur s'est produit dans le monde arabe en faveur de la liberté. Le soulèvement de la société civile contre la dictature et la corruption prouve que l'islam ne condamne pas à devoir choisir entre la junte militaire et la théocratie.

Sur le plan stratégique, ces révolutions justifient que les démocraties se mobilisent pour soutenir les transitions tunisienne et égyptienne, en relançant les échanges et le tourisme, en favorisant les investissements, en garantissant la capacité des Etats à se financer dans des conditions raisonnables. Sur le plan historique, elles obligent à réexaminer la relation entre mondialisation et liberté politique.

Trois paradigmes se sont succédé depuis la disparition du stalinisme, qui se sont tous révélés faux. Le triomphe de la démocratie de marché cher à Francis Fukuyama a disparu sous les ruines fumantes du World Trade Center. Le choc des civilisations de Samuel Huntington est démenti par la dynamique de la mondialisation, qui a résisté au terrible choc de 2008, comme par l'aspiration à la liberté de nombreux peuples d'Asie et du monde arabe. Enfin, la déclinaison d'un monde bipolaire opposant le « consensus de Washington » et le « consensus de Pékin » – alliant hypercroissance et totalitarisme – pour le contrôle du capitalisme universel a également fait long feu : l'Inde et le Brésil montrent que la croissance intensive est parfaitement compatible avec la démocratie.

Force est de reconnaître que les rapports entre le capitalisme et la liberté politique n'ont rien de mécanique. Ils sont très complexes. Longtemps, ils ont pourtant été considérés comme des compagnons de route obligés, la démocratie étant, dans ce cadre, le stade suprême de l'économie de marché. Mais la Chine, après Singapour, réussit à conjuguer, dans la durée, l'hypercroissance avec le refus du pluralisme et le contrôle étroit de la société.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH
 ■ Banque assurance ■ Conseil, audit
 ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales
 Multiposte ■ Collectivités territoriales
 Pages 7 à 10

Consultez notre site: www.lemonde.fr

Martin Wolf p. 2
 « L'Egypte et l'espérance démocratique du monde arabe »

Chronique p. 3
 « Précieux sans-papiers », par Emmanuelle Auriol

Stratégie page 6



L'authenticité de Bohin, fabricant d'aiguilles normand, a séduit l'Amérique

36^e édition

Le Monde
Bilan du monde
 La situation économique internationale

- La Chine superpuissance
- Euro en crise
- Le tournant de la rigueur
- Télécoms : le boom des écrans
- La peur du déclassement
- La guerre des monnaies

L'atlas de 179 pays

+ CD-ROM
 Les revenus et le patrimoine des Français PAR L'INSEE OFFERT

188 PAGES - 9,95 €
 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

2011

inter

Mondialisation et liberté

►►► Suite de la chronique de Nicolas Baverez

Ce modèle fait des émules parmi les pays émergents, notamment au Vietnam et en Malaisie. Le capitalisme est un caméléon qui, parti de nations libres, se coule dans les structures d'Etats totalitaires ou autoritaires, voire d'Etats vacillants ou effondrés.

Plusieurs tendances s'affirment cependant. La mondialisation a créé un environnement favorable à la liberté avec le discredit des idéologies totalitaires du XX^e siècle, la constitution d'une classe moyenne comptant plus d'un milliard de personnes dans les pays émergents, la dynamique de l'économie et de sociétés ouvertes, la révolution des technologies de l'information (voir le rôle d'Internet en Tunisie et en Egypte). Ensuite, l'élévation du niveau de vie, le développement poussent aux institutions libres. L'Etat de droit, la garantie des libertés, la qualité de la gouvernance jouent un rôle décisif pour mobiliser entrepreneurs et capitaux, talents et cerveaux. A l'inverse, rien n'est plus propice à la dictature que la misère et la pauvreté, comme le montre la descente aux enfers d'Haiti ou du Zimbabwe.

Les démocraties ne sont pas à l'abri de tout risque, comme les Etats-Unis et l'Europe en font la cruelle expérience, que le clientélisme conduise à ruiner le pays et les jeunes générations – à l'image de la Grèce ou de l'Islande –, ou que le populisme prospère sur la déflation qui déstabilise les classes moyennes – des Tea Parties aux dérives sécuritaires en passant par les séparatismes qui minent la Belgique, l'Italie, l'Espagne.

A l'ère de la mondialisation, le capitalisme est universel, pas la liberté; l'histoire est ouverte, pas déterminée. La politique reste souveraine et irréductible à l'économie. La liberté n'est ni définitivement acquise, y compris au sein des démocraties occidentales, ni de portée, y compris en Chine ou dans le monde arabo-musulman. Elle ne dépend, "ultimement", que de l'engagement des citoyens. ■

Nicolas Baverez, économiste et historien.



L'éclairage Quand ils sont affranchis des pressions de la survie, les hommes veulent un gouvernement qui soit responsable devant eux

De la démocratie en Egypte

Par Martin Wolf

Le projet « Polity IV » mené par le Center for Systemic Peace de l'université George Mason (Virginie, Etats-Unis) a pour but d'analyser tous les régimes politiques depuis le début du XIX^e siècle.

En 2009, 92 des 162 pays étudiés étaient des démocraties, tandis que 23 seulement étaient des autocraties – on en dénombrait encore 89 en 1977. Hélas 47 autres pays étaient des « anocraties » – il s'agit d'Etats fragiles mêlant des éléments de démocratie et des aspects autocratiques.

Il n'en reste pas moins que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le monde est majoritairement démocratique.

Il est important de noter l'accroissement rapide du nombre des démocraties au cours des années 1990, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et de la transformation de l'Amérique latine. Le Moyen-Orient, en revanche, fait figure d'exception: malgré la diminution de leur nombre, c'est à présent la seule région du monde dans laquelle les autocraties sont plus nombreuses que les démocraties. Peut-être ne sera-ce bientôt plus le cas.

Pourquoi la démocratie a-t-elle progressé aussi vite? Après tout, en 1900, les gouvernements représentatifs étaient rares et le suffrage universel presque inconnu.

La réponse fondamentale est d'ordre économique. Cela est dû aux transformations profondes des anciennes sociétés dans lesquelles l'écrasante majorité de la population était constituée de paysans illettrés dirigés par des classes peu nombreuses – des castes

de guerriers, de fonctionnaires et de prêtres. Disposant du monopole de la force et de la fraude, ceux-ci ne voyaient aucune raison de partager le pouvoir avec ceux qu'ils méprisaient.

A l'inverse les guerriers « francs-tenanciers » (des civils effectuant un service militaire) avaient fait des cités-Etats de la Grèce antique, de Rome ou des municipes de l'Italie médiévale des exceptions. La République romaine se transformait toutefois en un empire autocratique quand les légionnaires devenaient des professionnels.

Le développement économique a transformé ces anciennes structures. L'éducation primaire s'est progressivement universalisée et l'éducation supérieure s'est de plus en plus répandue; l'économie est devenue dépendante de la créativité individuelle; le savoir s'est propagé; les communications sont devenues plus dynamiques. Nous sommes également, ne l'oublions pas, devenus hostiles aux pouvoirs héréditaires. Cette aversion a rendu de plus en plus fragiles la plupart des autocraties.

La principale raison de croire à l'avenir de la démocratie, cependant, est qu'elle répond à quelque chose de profond en nous.

Comme l'a écrit l'économiste américain Albert Hirschman, les hommes souhaitent faire entendre leur voix dans les institutions qui gouvernent leurs affaires en plus de la possibilité qu'ils ont de les choisir. Aristote disait que « l'homme est par nature un animal politique ». Affranchis des pressions de la survie au jour le jour, nous cherchons tous, en tant qu'êtres humains, un gouvernement qui soit responsable devant nous.

Ce sont là, je crois, des désirs humains universels. L'idée qu'ils seraient définitivement étrangers à certaines cultures a perdu depuis longtemps toute crédibilité.

Hélas, les puissances occidentales ont souvent étouffé cette aspiration. Aujourd'hui encore, certains pensent que c'est ce que l'Occident devrait faire en Egypte. Cela paraît non seulement moralement condamnable, mais encore relever d'une courte vue mortellement dangereuse: les démocraties peuvent être imprévisibles; les despotismes que nous soutenons génèrent assurément des haines durables.

Cela dit, quelles que soient la force et la puissance de la marche

final, des conséquences désastreuses. Enfin, plus un pays est pauvre, plus maigres seront les ressources dont pourra disposer un gouvernement démocratique pour se protéger contre ses ennemis.

Par ailleurs la démocratie n'est rien d'autre, au fond, qu'une guerre civile maîtrisée. Pour fonctionner, elle doit donc être encadrée par des règles et étayée par des normes solides. Ces dernières comprennent la liberté d'expression et l'acceptation de la légitimité de la partie adverse.

Certes, l'Egypte est un pays relativement pauvre dont une bonne partie de la population est illettrée. Mais son produit intérieur brut (PIB) par habitant, à parité de pou-

L'Occident a commis d'innombrables erreurs – et même pire que des erreurs – dans le monde arabe. Nous avons l'occasion d'apporter à l'Egypte l'aide dont elle a besoin pour progresser vers un avenir démocratique. A tout le moins, les dirigeants occidentaux doivent s'employer à décourager chez les militaires égyptiens toute tentative de renouer avec le cycle sinistre du despotisme, tout en les encourageant à protéger la démocratie contre sa confiscation par l'un ou l'autre des participants à la nouvelle vie politique.

L'espère ne pas faire preuve d'une naïveté déraisonnable. Je ne pense pas que le triomphe de la démocratie soit inéluctable, dans le monde comme en Egypte. Même si l'économie moderne ménage effectivement des opportunités à l'ouverture politique, elle place aussi des outils de répression plus puissants que jamais entre les mains des Etats. La démocratie a sans nul doute progressé, mais sa victoire n'est jamais définitivement acquise.

Je ne peux en même temps m'empêcher de me demander si le Parti communiste chinois pense que son système politique perdurera. Les peuples peuvent pendant un certain temps accepter l'autocratie comme prix de la prospérité et de la stabilité. Mais ils veulent aussi être traités avec dignité. L'Egypte ne sera pas, je l'espère, la dernière fois qu'ils auront réussi à faire valoir leurs droits. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times ». © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

L'Occident a commis des erreurs – et même pire que des erreurs – dans le monde arabe

mondiale vers la démocratie et l'universalité de l'aspiration démocratique, la démocratie peut-elle émerger en Egypte?

Il n'est pas déraisonnable d'entretenir un certain scepticisme. Comme le remarque mon collègue britannique Gideon Rachman, la stabilité d'une démocratie va de pair avec son degré d'avancement économique. Plus un pays est riche, plus sa population est éduquée, sauf là où la richesse provient essentiellement des revenus des ressources. Et plus la proportion de citoyens très pauvres est grande dans la population, plus il y a de chances pour que l'électorat cède aux sirènes de candidats populistes dont la victoire aura, au

voir d'achat, est presque le double de celui de l'Inde et il est 50 % supérieur à celui de l'Indonésie.

Cela donne à penser que la démocratie n'y est en aucune façon inconcevable. Il existe, il est vrai, en Egypte un mouvement islamiste bien organisé. Mais doit-il forcément être profondément antidémocratique? Cela reste à prouver. N'oublions pas que le catholicisme était autrefois largement considéré comme incompatible avec un authentique gouvernement démocratique.

Considérons avant tout l'intérêt de voir s'instaurer ne serait-ce qu'une démocratie partiellement réussie dans ce qui est de loin le plus grand pays arabe.

JEAN-FRANÇOIS SABOURET
Japon. La Fabrique des futurs
Jean-François Sabouret
CNRS éditions,
78 pages, 4 euros

Le livre
Quand le Japon s'éveillera

Depuis 2010, le pays du Soleil-Levant n'est plus la deuxième économie du monde. Il a été dépassé par la Chine. Mais « la faillite annoncée de la maison Japon » n'a pas eu lieu, écrit Jean-François Sabouret, sociologue de formation et directeur du Réseau Asie-Imasie, qui relie les chercheurs français intéressés par ce continent.

L'auteur a déjà consacré plusieurs ouvrages savants à l'Archipel – notamment *La Dynamique du Japon*, écrit en collaboration (éditions Saint-Simon, 2005). Cette fois, son propos est plutôt destiné au profane. C'est un tableau rapide et nuancé de l'économie et de la société japonaises. S'il ne prétend pas à l'exhaustivité, M. Sabouret, on l'aura compris à la lecture du titre, se situe résolument aux antipodes de tout « déclinipponisme ».

Il ne cache toutefois pas les faiblesses du Japon: le taux de fécondité (1,37 enfant par femme en âge de procréer en 2009), le vieillissement de la population, la dette publique qui atteint 200 % du produit intérieur brut (PIB), la dépendance énergétique et alimentaire, l'économie qui tourne au ralenti

depuis l'éclatement des bulles financière et immobilière en 1990.

Mais c'est avec des lunettes roses – comme les cerisiers, symboles de renaissance dans la culture de l'Archipel – que l'auteur regarde l'avenir. Car le Japon a beaucoup d'atouts. Et notamment son système éducatif.

Car, assure Jean-François Sabouret, le rêve égalitaire reste une composante majeure de l'identité nipponne. Et plus encore qu'en France, l'école est au Japon une « matrice citoyenne », la véritable fabrique du futur. Pays d'ingénieurs, l'Archipel consacre ainsi 3,44 % de son PIB à la recherche et au développement quand la France y consacre moins de 2,5 % de son PIB. Le Japon reste ainsi à la pointe des nouvelles technologies de l'information.

Dans l'éducation, la protection sociale, les salaires, la démocratie, le pays a encore une longueur d'avance sur ses voisins, démontre M. Sabouret. C'est d'ailleurs, écrit-il, sur ce « cool Japan », adepte de la puissance douce (*soft power*) et où il fait bon vivre, que l'Asie prend modèle aujourd'hui. ■

Philippe Arnaud

Les acteurs de l'économie Pierre Jacquet
1848 : Thomas Dyer fonde le Chicago Board of Trade

Thomas Dyer (1805-1862) est au nombre de ceux qui ont fait de Chicago – il en a été le maire (démocrate) de 1856 à 1857 –, le premier marché mondial de matières premières agricoles.

Négociant en viande, il participe avec 82 autres marchands à la création, le 3 avril 1848, du premier marché organisé de produits agricoles, le Board of Trade of the City of Chicago, connu sous le nom de Chicago Board of Trade (CBOT). Ce dernier a fusionné en 2007 avec le Chicago Mercantile Exchange au sein du CME Group, le plus grand marché mondial des futures – ce sont des contrats à terme standardisés d'achat ou de vente de céréales avec une prise en livraison ou une fourniture à des dates ultérieures. Et, en 2008, CME Group a lui-même acquis le New York Mercantile Exchange (Nymex).

La transition d'une agriculture de subsistance à une véritable activité économique suppose de standardiser les contrats, de gérer les disputes, de développer le stockage, d'organiser les financements. Or, à l'époque, la mécanisation

transforme le Midwest américain en grenier à céréales; les chemins de fer et le canal reliant la rivière Illinois au lac Michigan, mis en service en 1848, font de Chicago un lieu de centralisation des échanges entre les champs et les consommateurs finaux.

D'où l'idée d'y localiser une institution proposant différents services aux marchands et régie par une charte officielle lui donnant la crédibilité et l'autorité nécessaires. Dès la fin des années 1850, ce marché, initialement destiné à conclure les échanges et à gérer les différends, est aussi chargé d'inspecter, de peser, de certifier (en volume et en qualité) les grains échangés.

Un vieux débat

Très vite, la question de la gestion des risques est posée. Car dès 1865 naissent les futures, et la spéculation, déjà présente auparavant, se développe avec ces nouveaux instruments. Ils peuvent en effet être achetés ou vendus sur un marché secondaire, si bien que les intervenants ne sont pas tenus de les « dénouer » par l'opération physique sous-jacente.

Et, à partir du milieu des années 1870, les chambres de compensation permettent aux contrats d'être échangés sans contact entre un acheteur et un vendeur.

Toute l'histoire du CBOT est jalonnée de débats sur les dangers liés à la spéculation et sur les dispositifs à mettre en place pour la réglementer. Car si les intervenants cherchent à couvrir leurs risques, ils développent aussi des activités spéculatives qui suscitent des sentiments partagés: certains en effet s'apparentent à des paris susceptibles d'accroître ces mêmes risques et d'entraîner de redoutables effets pervers.

Les problématiques actuelles sur le rôle de la spéculation dans la volatilité des prix ne sont donc pas si nouvelles! Cette controverse historique nous indique que la spéculation n'est ni bonne ni mauvaise en soi, mais qu'une régulation attentive et suivie est nécessaire pour en assurer le caractère essentiellement bénéfique et en limiter les excès.

Mais l'histoire du CBOT montre aussi qu'une partie de ce que l'on avait appris sur l'organisation des marchés a été oubliée

avec les mouvements de déréglementation engagés au cours des années 1980 et 1990. Or la réglementation des marchés de produits dérivés est essentielle; elle a pour but d'en améliorer l'utilité et l'efficacité. ■

Pierre Jacquet, chef économiste, Agence française pour le développement.

Le Monde
Siège social: 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél.: +33 (0)1-57-28-20-00
Fax.: +33 (0)1-57-28-21-21
*Télex: 206 806 F
Edité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication:
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire:
Erik Izraelicwicz
La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN: 0395-2037
Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gustave
94852 Ivry Cedex
Printed in France